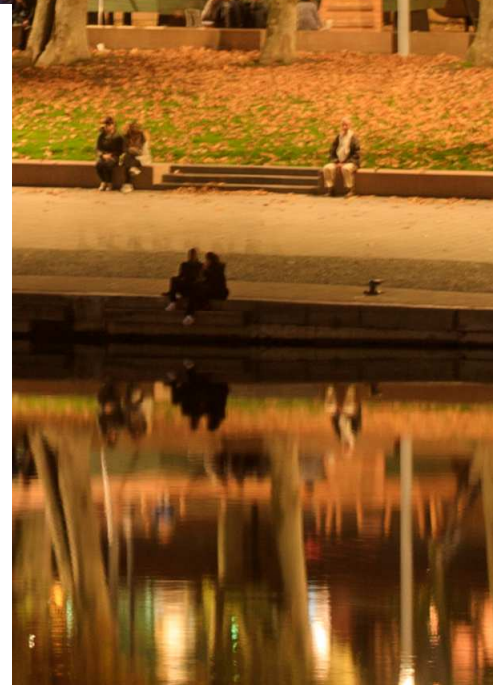




2018

Rapport
du compte administratif



SOMMAIRE

◆	Les chiffres clés de l'exécution 2018	P5
◆	L'analyse de la trajectoire	P6
◆	Présentation générale	
	Equilibre de l'exercice 2018	P9
	Constitution de l'épargne et financement des investissements	P10
	Les domaines d'intervention et leurs financements	P11
◆	La chaîne de l'épargne	P14
	Le budget principal	
◆	Les recettes	
	Approche générale	P16
	La fiscalité directe et indirecte	P17
	Les dotations	P19
	Le produit des services	P20
◆	Les dépenses	
	Les dépenses de fonctionnement	P23
	Les dépenses d'investissement	P30
	La programmation pluriannuelle des investissements 2015 –2020	P34
	Le financement de l'effort d'équipement	P38
◆	Les annexes	
	Balances du budget principal	P42

Ville de Toulouse : les chiffres clés de 2018

Depuis l'exercice 2016, les interventions de la Ville de Toulouse sont retracées dans le seul budget principal. En effet, pour rappel, les budgets annexes « Pompes Funèbres » et « Orchestre National et Théâtre du Capitole » sont devenus métropolitains au 1^{er} janvier 2016.

Pour 2018, le résultat de l'exercice (défini comme la variation de l'excédent de clôture) s'élève à - 4,45 M€. Pour l'exercice 2017, il était de - 4,27 M€. Compte tenu des excédents antérieurs, le résultat cumulé 2018 est de 55,87 M€. En 2017, le résultat cumulé était de 59,62 M€.

Compte administratif 2018	Recettes de l'exercice 2018	Dépenses de l'exercice 2018	Résultats de l'exercice 2018	Résultat antérieur	Résultat cumulé
Budget principal	711 117 140,11	715 566 128,62	- 4 448 988,51	60 324 515,68	55 875 527,17

Ville de Toulouse : le suivi de la trajectoire

En 2015 a été définie une trajectoire pluriannuelle de redressement des comptes, indispensable pour rétablir l'épargne et se donner les moyens de financer les actions nouvelles dans les secteurs identifiés comme prioritaires (l'éducation, la sécurité et la politique de la Ville).

L'épargne nette						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	33	33	33	33	33	33
Compte administratif	68	53	45	56		

Comme l'indique le tableau, l'épargne nette est supérieure de 23 M€ par rapport à la trajectoire et est en hausse pour la première fois depuis 2015.

Total des recettes de fonctionnement (hors cessions)						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	654	654	653	661	670	677
Compte administratif	673	625	585	598		

Total des dépenses de fonctionnement (hors intérêts)						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	614	606	602	605	611	615
Compte administratif	598	564	532	532		

Entre 2017 et 2018, les dépenses de gestion restent stables.

Pour les dépenses, l'écart par rapport à la trajectoire correspond aux évolutions majeures de périmètre constatées au cours des derniers exercices.

Pour les recettes, l'écart s'explique par la diminution de l'attribution de compensation, justifiée par les nombreux transferts de compétences mais également avec la mise en place de services communs en 2017. Elle était de 162 M€ en 2014. Elle est, pour 2018, de 92,5 M€ soit une baisse de 69,9 M€.

L'évolution de l'Epargne, entre 2017 et 2018, par rapport à la trajectoire s'explique par la maîtrise des dépenses.

L'annuité de la dette						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	7	14	18	23	26	29
Compte administratif	7	8	8	9		

Les dépenses d'investissement						
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	135	120	100	100	100	100
Compte administratif	122	110	118	131		

Sur la période 2015-2018, les dépenses d'investissement envisagées s'élevaient à 455 M€. Avec l'intégration du CA 2018, les dépenses d'investissement réellement réalisées sont de 481 M€. Ainsi, malgré les transferts des équipements à vocation culturelle et sportive en 2016, les cimetières, la Gemapi et la politique de la Ville en 2017, le volume des investissements réalisés par la Ville a continué à progresser.

Toutefois, la maîtrise des dépenses de fonctionnement a permis de limiter l'appel à l'emprunt et de maintenir l'annuité de dette.



Présentation générale

Equilibre de l'exercice 2018

Les grandes masses de l'exercice 2018 sont les suivantes (mouvements réels et hors réaménagement d'emprunt) :

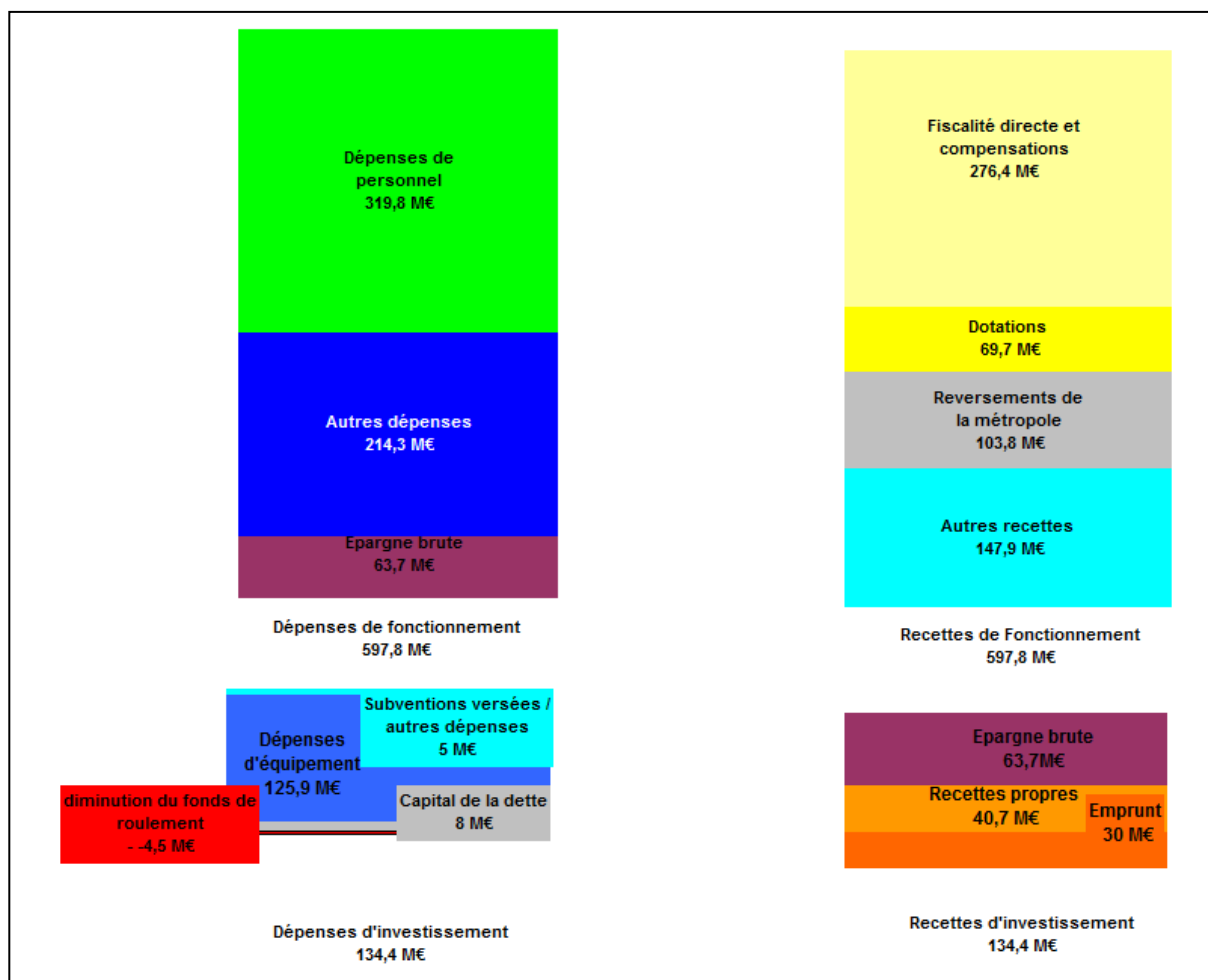
- 673,1 M€ en dépenses
- 668,6 M€ en recettes

soit une diminution du fonds de roulement de 4,5 M€.

Les dépenses de personnel demeurent le premier poste de dépenses (319,8 M€, soit 60 % du budget de fonctionnement).

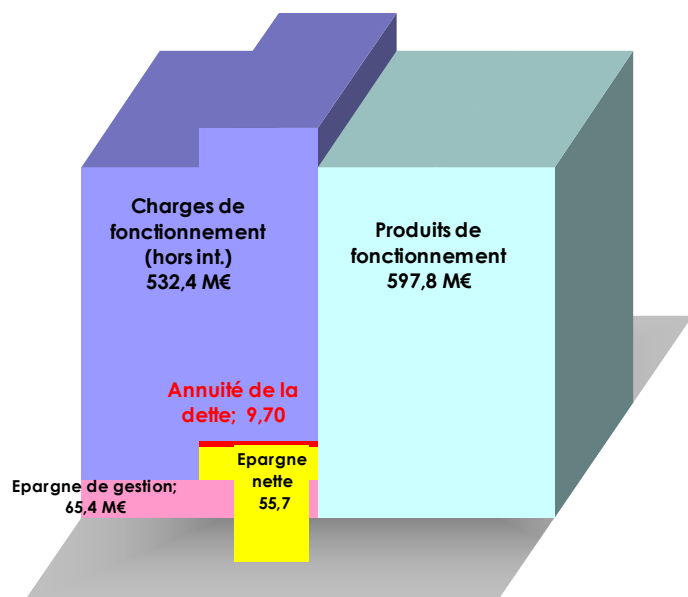
Les recettes sont constituées de différents blocs : la fiscalité, cumulée avec les compensations, s'élève à 276,4 M€, les reversements de la Métropole (attribution de compensation et Dotation de Solidarité Communautaire) participent à hauteur de 103,8 M€ au financement du budget.

L'épargne brute dégagée au titre de l'exercice (63,7 M€) permet d'assurer le remboursement du capital de la dette et de financer une partie des investissements.



Constitution de l'épargne et financement des investissements

LA CONSTITUTION DE L'EPARGNE (M€)



Les produits de fonctionnement du budget principal s'élèvent à 597,8 M€ (hors cessions) et les charges de fonctionnement hors dette à 532,4 M€.

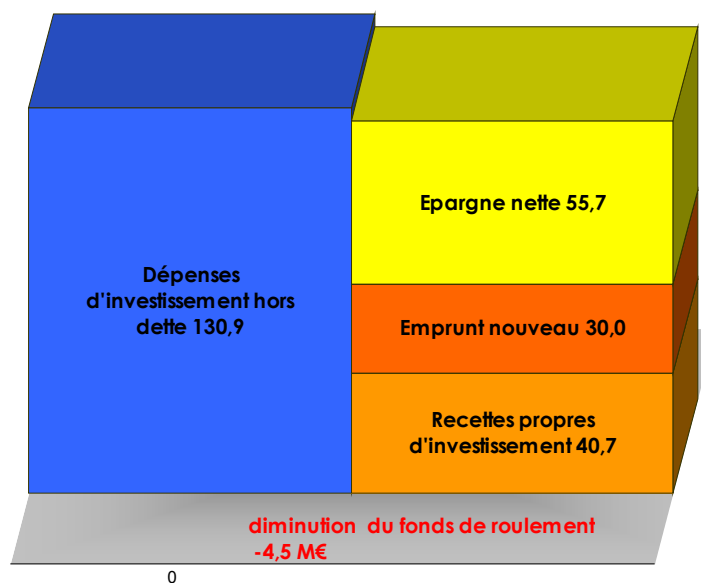
Ainsi l'épargne de gestion ressort à 65,4 M€. Elle permet d'assurer le financement de 9,7 M€ d'annuité de dette.

L'épargne nette est de 55,7 M€.

Ajoutée aux 40,7 M€ de recettes propres d'investissement et aux 30,0 M€ d'emprunts bancaires, elle a permis d'assurer la majeure partie du financement des 130,9 M€ de dépenses d'investissement.

Au final, le fonds de roulement a diminué de 4,5 M€.

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS (M€)



Les domaines d'intervention et leurs financements

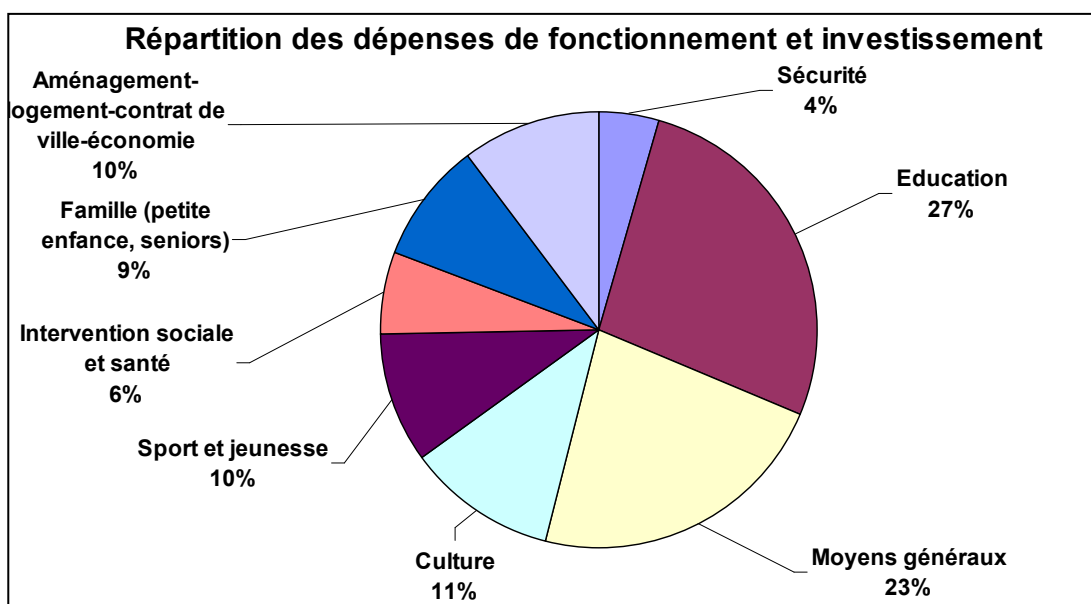
Conformément aux engagements pris, le secteur de l'éducation, en cumulant les dépenses d'investissement et de fonctionnement, est le premier poste de dépenses avec 178,7 M€. Il représente 27 % du total des dépenses de la Ville.

Cet effort financier n'a cessé de progresser ces dernières années.

En effet, d'ici à la fin du mandat, dix groupes scolaires auront ouvert leurs portes, auxquels s'ajoutent des rénovations de groupes scolaires existants, traduisant ainsi l'importance donnée à cette politique publique au sein des actions municipales.

Malgré les transferts de grands équipements culturels depuis 2016, la culture, avec 72,4 M€, constitue toujours une part importante des crédits, au même titre que le sport et la famille pour lesquels 64,8 M€ et 59,4 M€ sont respectivement consacrés.

Cumul des dépenses de fonctionnement et d'investissement	En M€	En € par Habitant
Sécurité	29,3	61,1
Education	178,7	372,6
Moyens généraux	151,0	314,8
Culture	72,4	150,9
Sport et jeunesse	64,8	135,1
Intervention sociale et santé	40,8	85,1
Famille (petite enfance, seniors)	59,4	123,8
Aménagement-logement-contrat de ville-économie	68,5	142,8



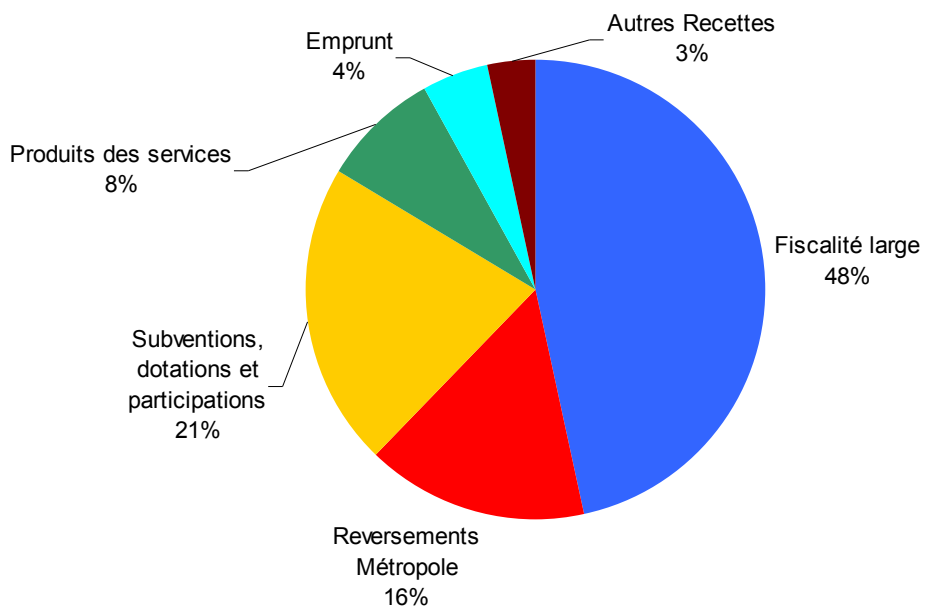
Sous l'item « moyens généraux » sont regroupées les fonctions supports de la collectivité (finances, ressources humaines, service juridique, dépenses d'informatiques, état civil, service des assemblées, le schéma directeur du patrimoine...), du fait de la création des services communs, leur part tend à diminuer.

Les domaines d'intervention et leurs financements

La fiscalité large (à savoir la fiscalité directe augmentée de l'ensemble des taxes reçues par la Ville de Toulouse) représente 48 % des recettes, soit 311,1 M€. Les reversements de la Métropole (addition de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire) s'élèvent à 103,8 M€ et contribuent à hauteur de 16 % aux recettes du budget.

L'emprunt, pour 30 M€, reste limité et ne représente que 4 % des ressources globales de la collectivité et les produits des services, avec 56,8 M€ (intégration des droits de stationnement et forfait post stationnement), représentent quant à eux 8 %. À la rubrique «autres recettes» sont regroupées l'ensemble des autres ressources de fonctionnement et d'investissement, telles que les cessions ou les immobilisations financières ou les reprises sur provisions.

Financement des domaines d'intervention



La chaîne de l'épargne

La chaîne de l'épargne

Du compte administratif 2017 au compte administratif 2018, l'épargne nette de la Ville passe de 45,4 M€ à 55,7 M€. Cette progression de 10,3 M€ s'explique par la progression des recettes de fonctionnement à hauteur de 12,3 M€ et une stabilisation des dépenses de fonctionnement grâce aux efforts réalisés.

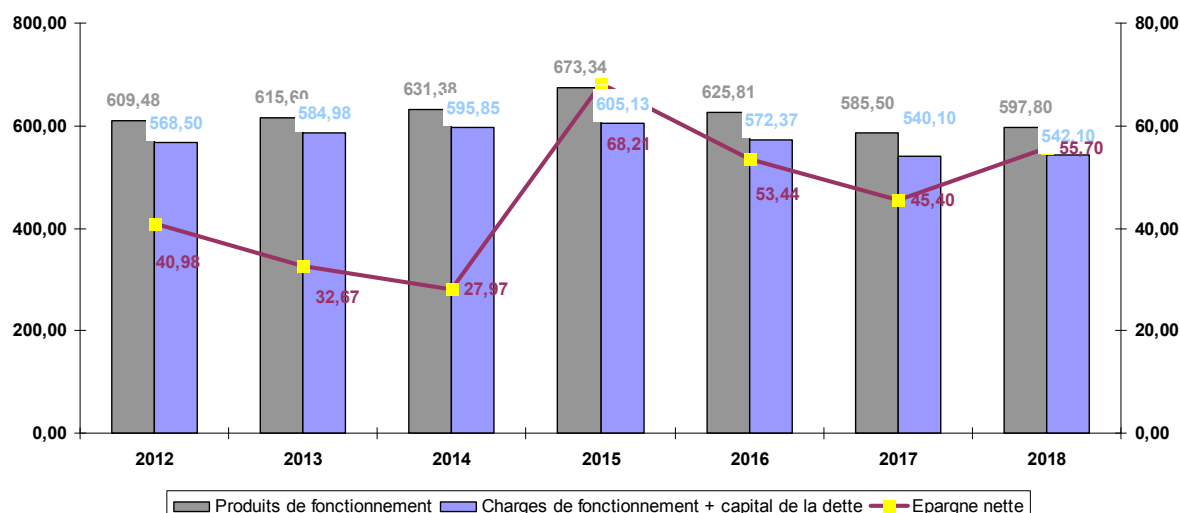
Pour la première fois depuis 2014, les dotations progressent de 2,2 % et les produits fiscaux élargis de +2,8 %. Cette évolution est liée à la progression des

bases d'imposition et à l'augmentation des produits des services – retraités des droits de stationnement - (+1,4 % M€).

L'analyse détaillée qui va suivre précise ces évolutions.

En M€	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Montant 2018/2017	2018/2017 en %
Produits de fonctionnement	609,48	615,60	631,38	673,34	625,81	585,50	597,80	12,30	2,1%
Charges de fonctionnement (hors dette)	568,50	582,93	594,49	598,22	564,27	531,80	532,40	0,60	0,1%
<i>Dont dépenses de personnel</i>	316,92	332,90	351,37	353,17	352,43	318,50	319,80	1,30	-10,2%
Epargne de gestion	40,98	32,67	29,33	75,12	61,54	53,70	65,40	11,70	21,79 %
Annuité de la dette	0,00	2,05	1,36	6,91	8,10	8,30	9,70	1,40	16,9%
Epargne nette	40,98	32,67	27,97	68,21	53,44	45,40	55,70	10,30	22,7%
Ressources d'investissement	44,22	55,22	58,13	62,26	52,19	36,20	40,70	4,50	12,4%
Emprunt nouveau	0,00	15,00	55,00	30,00	7,42	31,80	30,00	-1,80	-5,7%
Dépenses d'investissement (hors dette)	128,00	147,51	147,36	122,58	110,10	117,70	130,90	13,20	11,2%

Evolution de l'épargne nette (en M€)



Le budget principal : les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement : approche générale

En M€	2012	2013	2014	2015	2016	2016 neutralisé des effets de périmètre	2017	2018	Montant 2018/2017	2018/2017
Les impôts et taxes	405,11	413,43	427,33	480,25	448,89	400,84	403,80	415,30	11,50	2,85%
<i>Contributions directes</i>	<i>201,07</i>	<i>208,95</i>	<i>215,71</i>	<i>252,79</i>	<i>257,91</i>	<i>257,91</i>	<i>260,20</i>	<i>265,30</i>	<i>5,10</i>	<i>1,96%</i>
<i>Attribution de compensation</i>	<i>155,44</i>	<i>155,44</i>	<i>162,44</i>	<i>174,09</i>	<i>137,21</i>	<i>89,23</i>	<i>89,23</i>	<i>92,50</i>	<i>3,27</i>	<i>3,66%</i>
<i>Dotation de solidarité communautaire</i>	<i>3,88</i>	<i>5,87</i>	<i>6,64</i>	<i>7,62</i>	<i>8,33</i>	<i>8,33</i>	<i>9,18</i>	<i>11,30</i>	<i>2,12</i>	<i>23,09%</i>
<i>Autres taxes et compensations fiscales</i>	<i>44,73</i>	<i>43,18</i>	<i>42,53</i>	<i>45,75</i>	<i>45,44</i>	<i>45,38</i>	<i>45,19</i>	<i>46,20</i>	<i>1,01</i>	<i>2,24%</i>
Les dotations et participations	143,81	147,21	148,10	138,37	123,63	123,62	116,14	118,60	2,46	2,12%
Les produits des services*	37,08	37,14	38,51	41,21	42,36	41,17	50,08	50,80	0,72	1,45%
Les autres produits de gestion	5,86	6,02	8,25	8,40	5,20	5,20	5,34	6,00	0,66	12,46%
Autres recettes	17,61	11,81	9,19	5,12	5,73	5,73	10,09	7,10	-2,99	-29,63%
TOTAL	609,48	615,61	631,37	673,34	625,81	576,55	585,44	597,80	12,36	2,11%

Les flux financiers Ville /Métropole

L'attribution de compensation, après ajustements et régularisation liés au calibrage des services communs, passe de 89,2 M€ à 92,5 M€.

Le tableau ci-dessus retrace les recettes de fonctionnement de la Ville de Toulouse par chapitre budgétaire. Toutes recettes confondues, on constate entre 2017 et 2018 une progression de 2,1 %

La Métropole a augmenté la dotation de solidarité communautaire mise en répartition de 3 M€, allant au-delà de l'augmentation annuelle qui était constatée sur les années précédentes ; la DSC globale s'élève donc à 21,05 M€.

La dotation de solidarité communautaire de la Ville de Toulouse est pour 2018 de 11,3 M€ et se compose d'une part tronc commun de 10,14 M€ et d'une part dite « garantie DGF » de 1,18 M€.

La dotation de solidarité communautaire a connu une croissance 92,6 % entre 2013 et 2018.

Les recettes de fonctionnement : la fiscalité directe et indirecte

La fiscalité directe

Le produit fiscal de 2018 s'élève à 265,34 M€, en augmentation de 1,98 % (+5,15 M€) par rapport à 2017. Cette évolution est due pour 2/3 au foncier bâti et pour 1/3 à la taxe d'habitation en y intégrant des rôles supplémentaires à hauteur de 1,66 M€.

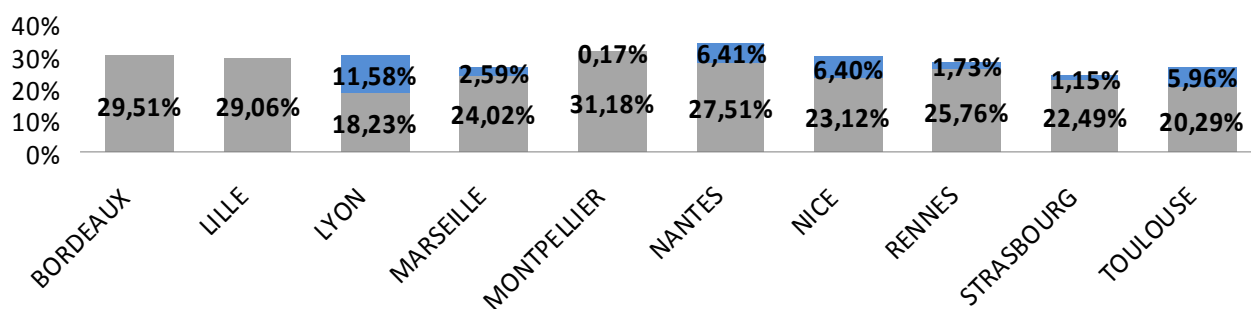
cation du mécanisme de détermination automatique du coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives. Autrefois déterminé par le législateur par un amendement en Loi de finances, il est désormais calculé à partir de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (indice INSEE).

Produit (En M€)	2017	2018	Ecart €	Ecart %
Taxe d'habitation	114,51	115,86	1,35	1,18%
Foncier Bâti	142,95	146,38	3,43	2,40%
Foncier non bâti	0,38	0,39	0,01	2,63%
Rôles supplémentaires et complémentaires	1,29	1,66	0,37	28,68%
TH résidence secondaire	1,06	1,05	-0,01	-0,94%
TOTAL	260,19	265,34	5,15	1,98%

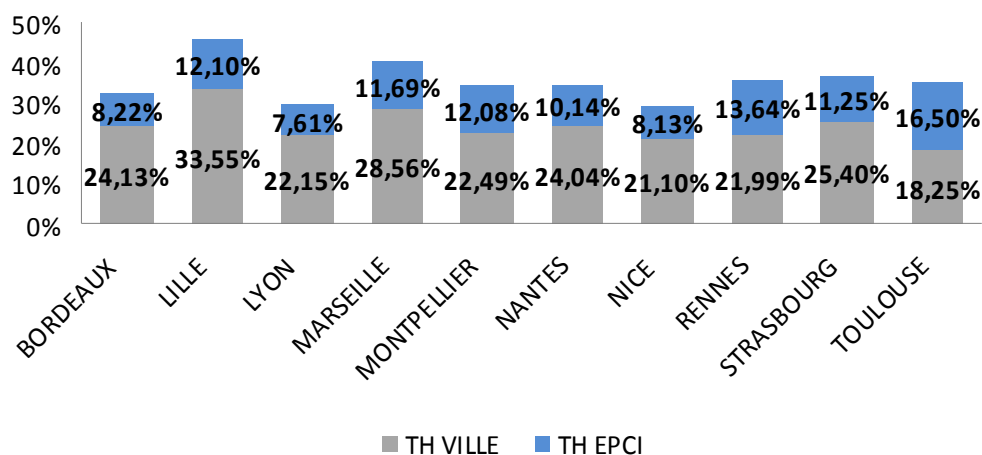
Il convient de noter que l'évolution du produit, plus importante en 2018, s'explique par une revalorisation annuelle des bases plus forte (1,2 % en 2018 contre 0,4 % en 2017). 2018 est la première année d'appli-

Les taux de fiscalité ménage sont communément étudiés sur le périmètre consolidé (Ville/Métropole). Les deux graphiques ci-dessous permettent de mettre en perspective les taux consolidés de taxe d'habitation et de foncier bâti des principales villes et métropoles françaises.

Taux de TF 2018



Taux de TH 2018



Les recettes de fonctionnement : la fiscalité directe et indirecte

La consolidation du taux de taxe d'habitation Ville de Toulouse/Métropole est de 34,75 %, contre une moyenne nationale de 35,30 % en 2018.

En ce qui concerne le foncier bâti, le taux agrégé Ville de Toulouse/Métropole est de 26,25 %, contre une moyenne nationale Ville/Métropole à 28,75 %.

Si les taux sont un des aspects d'une politique fiscale, les abattements demeurent des leviers importants. La Ville de Toulouse maintient sa politique d'abattement volontariste, qui est au maximum légal avec 15 % d'abattement général à la base, 20 % d'abattement pour le deux premières personnes à charge, 25 % pour les personnes à charge suivantes et 10 % d'abattement spécial handicapé. Seul l'abattement spécial à la base n'a pas été adopté.

La fiscalité indirecte

<i>Fiscalité indirecte (M€)</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>Variation</i>
Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	25,2	25,6	1,59%
Taxe sur l'électricité	8,7	8,5	-2,30%
Prélèvement sur les produits des jeux	6,3	7,2	14,29%
Taxes locale sur la publicité extérieure	2,7	2,0	-25,93%
Droits de place	1,9	1,9	0,00%
Autres Taxes	0,4	0,9	126,13%
TOTAL	45,2	46,1	2,00%
Droits de stationnement	5,7	7,0	22,81%

Le produit de la fiscalité indirecte s'élève à 46,1 M€, en progression de 2 % par rapport à 2017, après retraitement des droits de stationnement qui, dans le cadre de la mise en place du forfait post-stationnement, sont comptabilisés en 2018 en tant que produits des services et non plus assimilés à la fiscalité indirecte.

Cette progression relève essentiellement d'une augmentation du prélèvement sur les produits des jeux de + 0,9 M€ et des droits de mutation + 0,4 M€, qui témoignent du fort dynamisme des transactions immo-

bilières et de leur traduction en termes de nouveaux arrivants sur le territoire de la Ville.

Pour ce qui est des recettes de stationnement, la dynamique est liée au plan de déploiement des horodateurs, au renforcement du contrôle ainsi qu'à la mise en place du forfait post-stationnement.

Les recettes de fonctionnement : les dotations

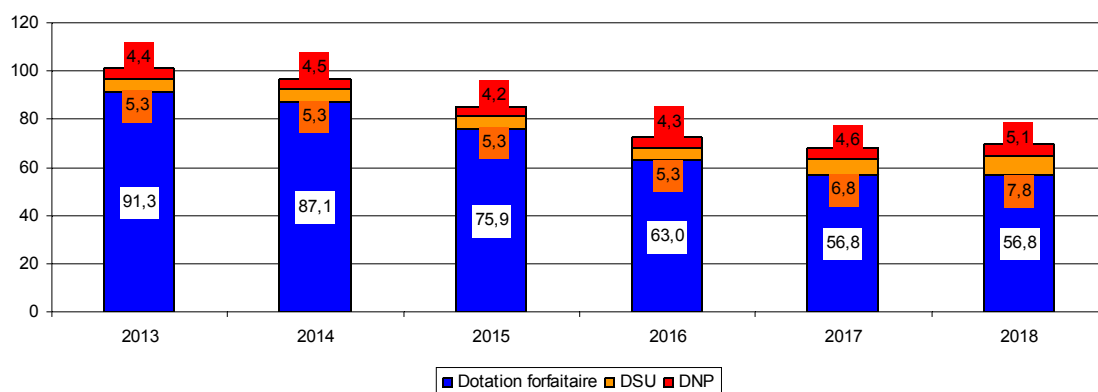
En M€	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation forfaitaire	87,13	75,89	63,03	56,83	56,8
Produit de fonctionnement	615,61	673,34	625,81	585,44	597,8
Part de la DGF dans les produit de fonctionnement	14,83%	11,27%	10,07%	9,71%	9,50%

La part de la dotation forfaitaire dans les recettes de fonctionnement diminue depuis 2013 et se situe pour 2018 à 9,50 %.

C'est en effet sur la dotation forfaitaire que la contribution au redressement des comptes publics a été impactée.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'ensemble des dotations, à savoir la dotation forfaitaire, mais également la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et la Dotation Nationale de Péréquation. La Dotation de Solidarité Urbaine après avoir été stable sur les années 2013-2016 (5,24 M€) est passée à 6,79 M€ en 2017 et à 7,77 M€ en 2018.

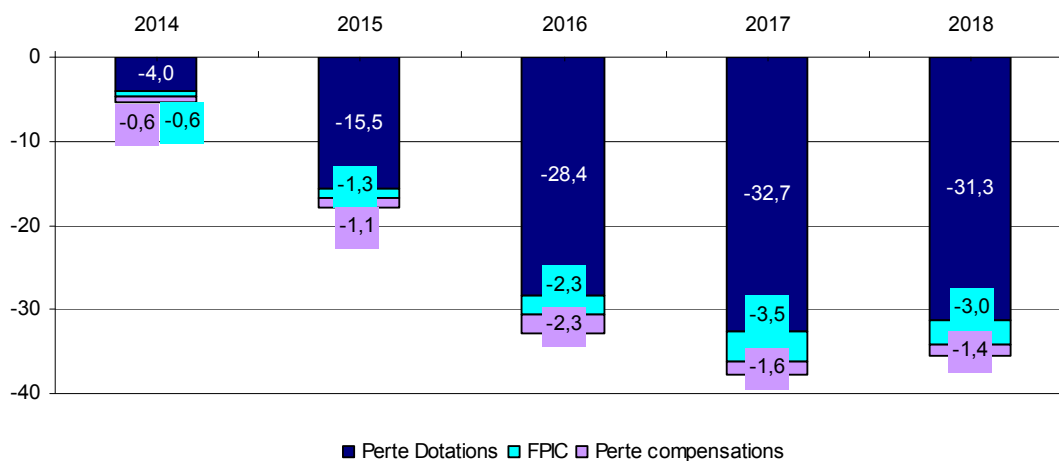
Ensemble des dotations



La perte de recettes cumulée sur la période 2014-2018 (ensemble des dotations, montée en puissance du FPIC et compensations) s'élève à environ

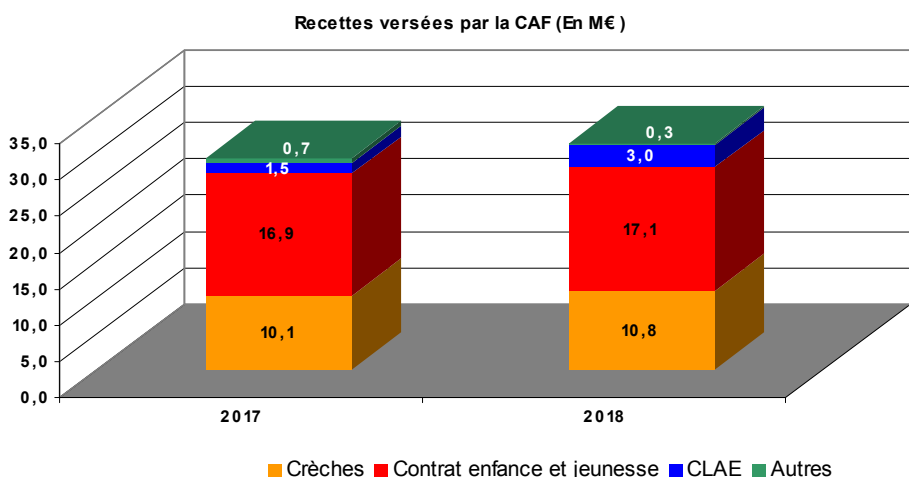
129 M€, dont 112 M€ au titre des seules dotations, comme l'atteste le graphique ci-dessous.

Impact cumulé 2014-2018



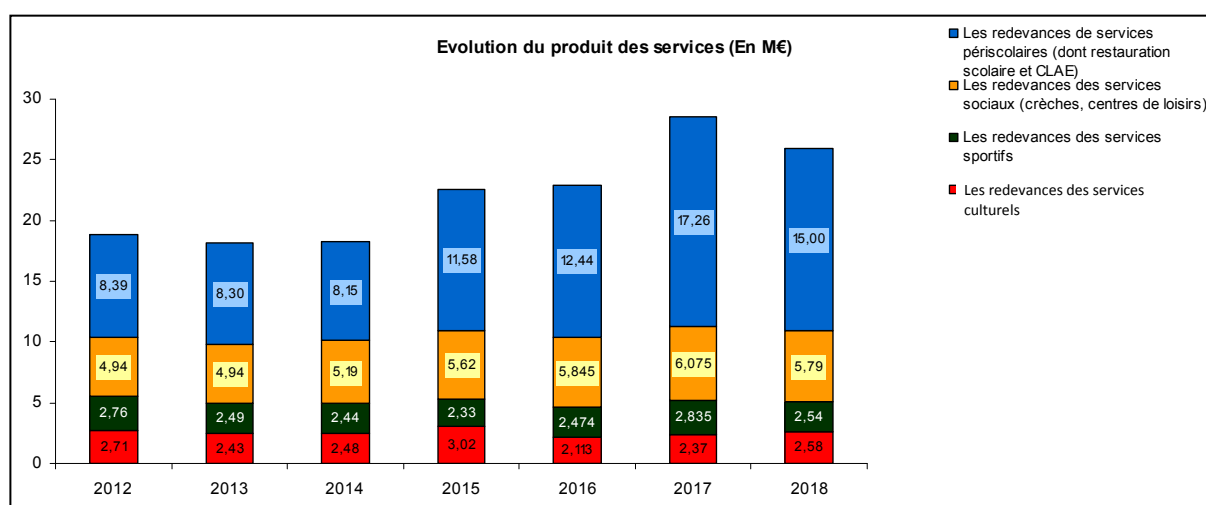
Les recettes de fonctionnement : les participations et produits des services

Conséquence de la priorité accordée par la Mairie au secteur de la petite enfance et de l'enfance, les recettes versées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) constituent un poste important dans les produits des services : elles s'élèvent à 31,2 M€ en 2018 (après retraitement des rattachements). Le graphe, ci-contre, compare par type les recettes versées par la CAF. Il permet de constater une reprise de la participation au titre du contrat enfance et jeunesse et de la fréquentation des centres de loisirs.



La stratégie de la mandature présentée lors du BP 2015 visait à mettre en œuvre une nouvelle politique tarifaire pour ramener les tarifs municipaux de la Ville de Toulouse dans la moyenne des grandes villes et pour les rendre plus équitables par rapport aux capacités contributives des bénéficiaires (exemple : baisse des tarifs de la cantine pour les classes moyennes et augmentation du nombre de tranches).

Les recettes des services périscolaires, sociaux, sportifs et culturels s'élèvent à 25,9 M€ en 2018, en diminution de 2,6 M€ par rapport à 2017. Cet écart s'explique par le rattrapage des retards de paiement des cantines de 2016 sur 2017 cumulé au changement du rythme de facturation depuis la rentrée 2018 passant de 4 à 6 semaines, les recettes concernées seront encaissées sur l'exercice 2019.





Le budget principal : les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement

Analyse des charges de fonctionnement (En M€)	2012	2013	2014	2015	2016	2016 neutralisé des effets de périmètre	2017	2018	Evolution 2017/2018 en %
Charges à caractère général	130,88	137,73	143,57	128,99	122,56	121,97	124,99	126,44	1,2%
Frais de personnel	316,92	332,90	351,37	353,17	352,43	309,48	318,54	319,78	0,4%
Autres charges de gestion courante	107,00	101,33	105,91	102,65	78,02	77,73	76,00	76,52	0,7%
FPIC et Taxe de séjour	1,95	2,72	3,20	4,95	3,41	3,41	4,50	3,86	-14,2%
Charges financières	0,00	0,00	0,56	1,59	1,55	1,55	1,39	1,71	23,0%
Dot. Amort. et aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,80	0,80	5,17	3,01	-41,8%
Charges exceptionnelles et autres	11,75	8,25	8,35	8,39	7,02	7,02	2,55	2,82	10,5%
TOTAL	568,50	582,94	612,97	599,73	565,78	521,96	533,14	534,14	0,19 %

Pour mémoire les données relatives à l'exercice 2014 ont été retraitées d'éléments spécifiques : régularisation de TVA relatifs à Vélo Toulouse pour 9,6 M€.

Le tableau ci-dessus retrace, depuis 2013, l'évolution des dépenses de fonctionnement de la Ville de Toulouse par chapitre budgétaire, à savoir les dépenses de personnel, les frais de fonctionnement relatifs au fonctionnement des services, les participations et subventions versées à nos partenaires qui sont regroupés dans le chapitre « charges de gestion courantes ».

Afin de faciliter la lecture, l'exercice 2016 a été retraité des effets de périmètre qui ont affecté l'exercice 2017 liés aux nouvelles compétences transférées à la Métropole (politique de la Ville, cimetière, Gemapi) ainsi que la création des services communs.

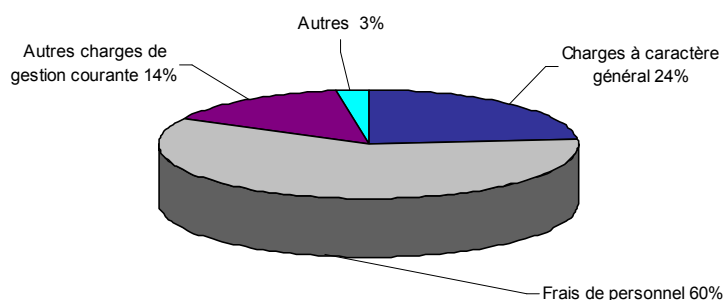
En 2018, les dépenses de fonctionnement sont restées très maîtrisées, ne progressant que de 0,2 %. La masse salariale quant à elle ne progresse que de 0,4 %, ce qui contribue à maîtriser l'évolution des dépenses de fonctionnement.

La progression des dépenses du chapitre 011 est contenue avec une augmentation de 1,2 % soit 0,6 point en deçà de l'inflation 2018.

La structure des dépenses de fonctionnement de l'exécution 2018 de la Ville reste identique, les charges de personnel demeurent le poste dominant.

A noter que la charge financière pèse uniquement pour 0,32 % des dépenses de fonctionnement.

Structure des dépenses de fonctionnement



Les dépenses de fonctionnement

Focus

Respect du dispositif de contractualisation avec l'Etat sur l'évolution des dépenses de fonctionnement.

En juin 2018, la Ville de Toulouse s'est engagée auprès de l'État sur le respect d'une trajectoire d'évolution des dépenses de fonctionnement sur les exercices 2018, 2019, 2020.

Ce dispositif, implique un taux d'évolution annuel maximum, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, de 1,45 %.

La traduction en montant budgétaire est la suivante :

	Base dépenses 2017	2018	2019	2020
<i>Seuil de la contractualisation</i>	<i>523,08</i>	<i>530,67</i>	<i>538,36</i>	<i>546,17</i>

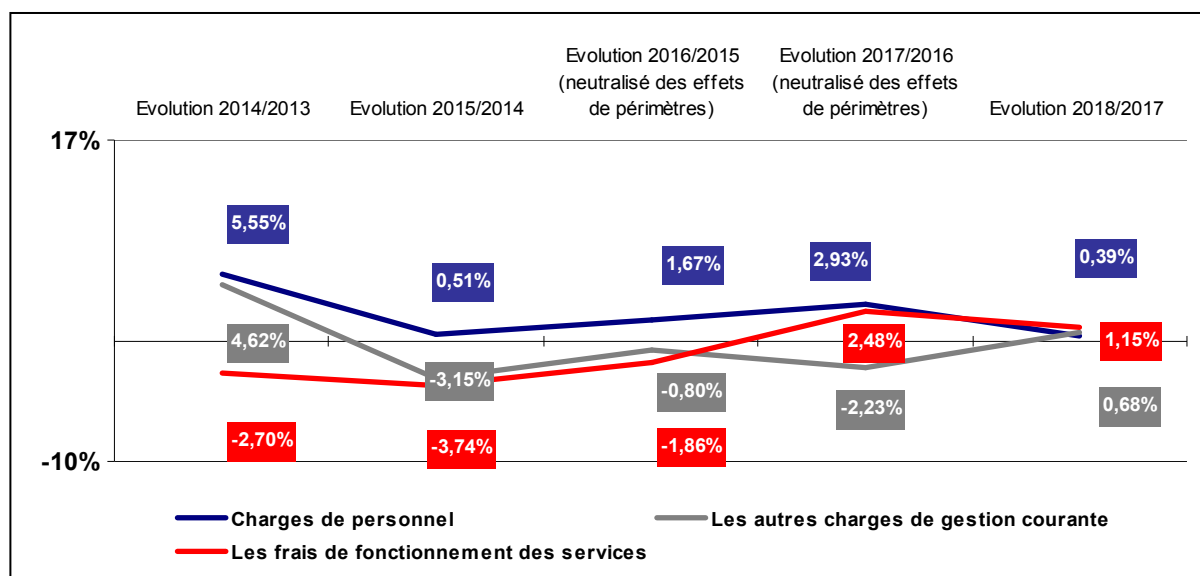
Au titre de l'exercice 2018, l'exécution des dépenses entrant dans le périmètre de la contractualisation corrigées des atténuations de charges respecte la contractualisation avec un montant total de 527,06 M€, soit un différentiel de 3,61 M€.

	2018	2019	2020
Dépenses du périmètre de la contractualisation exécutées	527,06		
<i>Seuil de la contractualisation</i>	<i>530,67</i>	<i>538,36</i>	<i>546,17</i>
Ecart exécution/seuil	-3,61		

Cette maîtrise renforcée des dépenses de fonctionnement est un des éléments expliquant l'augmentation de l'épargne nette en 2018.

Les dépenses de fonctionnement

Le graphique ci-dessous permet de mettre en perspective les évolutions annuelles, neutralisées de ces changements de périmètre d'intervention.



1-Evolution des effectifs

Effectifs permanents : l'évolution des ETP moyens permanents constatée entre 2017 et 2018 est de + 67 ETP soit 1,03 % des effectifs.

Parmi les évolutions notables, on retiendra notamment un effet glissant des recrutements engagés en 2017 et pour partie concrétisés en 2018 au sein de la Police Municipale.

Effectifs non permanents : on note une maîtrise des effectifs non permanents sur la période, en baisse de 0,5 %.

A noter :

- une augmentation sensible du nombre d'animateurs (+17,8 ETP) en lien avec une fréquentation plus importante des structures d'accueil de loisirs ;
- un recours un peu plus important aux contractuels occasionnels.

2-Evolution de la masse salariale

L'évolution de la masse salariale de la Ville a été marquée en 2018 par les éléments suivants :

Evolutions réglementaires/effets de périmètres

Le rétablissement du jour de carence au 1^{er} janvier 2018 a entraîné un impact à la baisse de l'ordre de 476 K€ (brut non chargé)

La poursuite de la mise en œuvre du protocole parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR).

Evolution des dépenses de personnel

La prise en compte de l'ensemble de ces éléments explique une progression des charges de personnel de + 0,4 % entre 2017 et 2018.

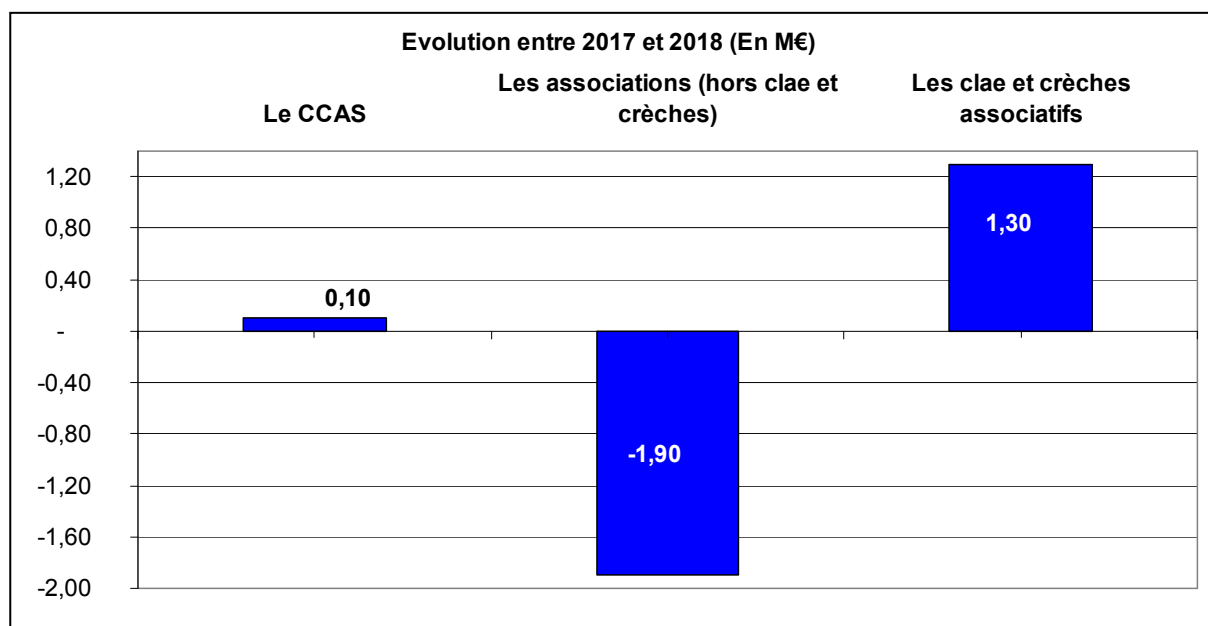
Les dépenses de fonctionnement

Les charges à caractère général restent contenues à +1,2 %, malgré l'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles.

Le plan de réduction des dépenses de gestion, mis en œuvre en 2015, a consisté en la recherche d'économies associant tant les services de la Ville que ses satellites et les associations.

A l'exception de la subvention au CCAS, des subventions versées aux CLAE associatifs et aux crèches associatives (progression de 8 %), dont l'activité est liée à la hausse des fréquentations compte tenu de la dynamique de la démographie toulousaine, les subventions aux associations diminuent de plus de 7 % en 2018.

Cette évolution est conforme à la trajectoire qui prévoit une baisse de 25 % des subventions versées entre 2014 et 2020, alors qu'elles ont crû de près de 40 % entre 2008-2013. Elle s'accompagne par la mise en œuvre de critères optimisés d'octroi de ces subventions et une évaluation de leur utilisation.

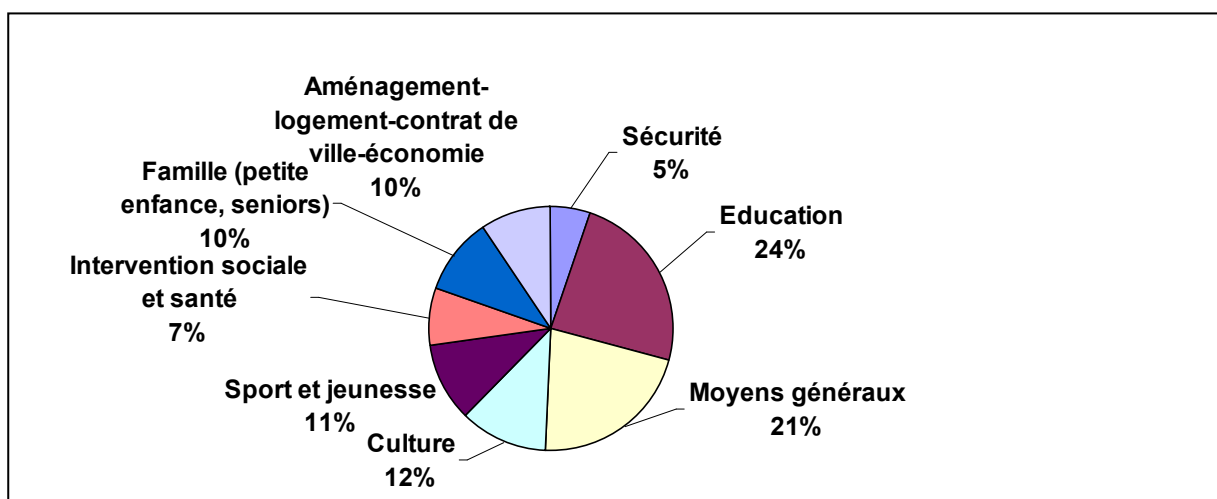


Les dépenses de fonctionnement

Le tableau et le graphique ci-dessous ventilent les dépenses de fonctionnement de l'année 2018 par grande politique publique. L'éducation, avec 24 %, représente une part essentielle des dépenses de la Ville. De même la sécurité et la famille ont vu leurs crédits progresser respectivement de 2,5 M€ et 1,2 M€.

<i>Dépenses de fonctionnement par secteurs</i>	<i>En M€</i>	<i>En € par Habitant</i>
Sécurité	27,6	57,5
Education	128,5	267,9
Moyens généraux	114,1	237,9
Culture	62,3	129,9
Sport et jeunesse	56,6	118,0
Intervention sociale et santé	39,0	81,3
Famille (petite enfance, seniors)	55,1	114,9
Aménagement-logement-contrat de ville-économie	50,9	106,1

Répartition des dépenses de fonctionnement par compétence





Le budget principal : les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement

En 2018, les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent à 130,9 M€. Complétées du remboursement de la dette (8 M€), elles atteignent 138,9 M€.

Les dépenses d'investissement se composent principalement de dépenses directes. En effet, seulement 2,4 M€ en 2018 ont été consacrés à des subventions d'équipement versées et 2 M€ à des participations et immobilisations financières.

Le graphique ci-dessus ventile les 130,9 M€ de dépenses d'investissement par grands secteurs d'activités.

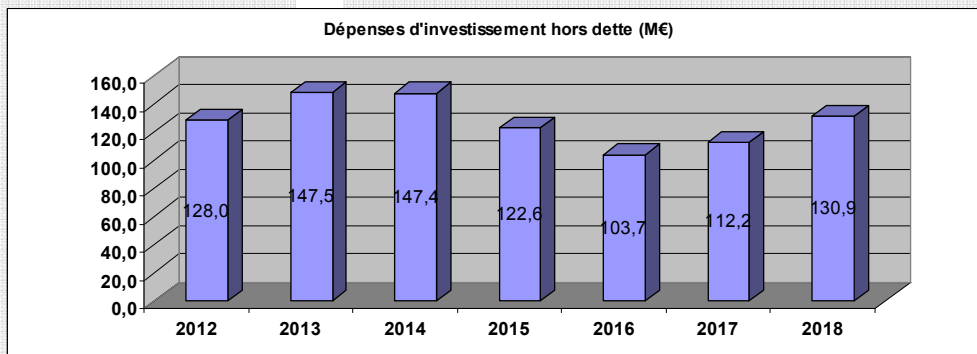
50,2 M€, soit une augmentation de plus de 11,2 M€ par rapport à 2017, ont été consacrés à l'éducation ; conformément aux engagements pris, l'éducation est placée au premier rang des priorités.

Parmi les principales opérations concernant les groupes scolaires on peut citer : la construction de la Cartoucherie – Geneviève de Gaulle Anthoinz incluant l'équipement de petite enfance (6,2 M€), la Reynerie sud – Simone Veil (4,4 M€), Malepère – Georges Mailhos (4,3 M€), Bordeblanche – Germaine Tillon (3,7 M€), l'agrandissement de Borderrouge (3,3 M€), Fleurance-Saint Martin du Touch (3,5 M€)

En complément, les dépenses liées au programme de rénovation et d'équipement du bâti scolaire s'élèvent à 8,8 M€, auxquelles s'ajoutent le plan numérique et la mise en place de groupes scolaires provisoires en attente de la construction ou rénovation définitive qui ont mobilisé 1,6 M€ en 2018 ainsi que les travaux d'extension de la cuisine centrale (1,4 M€).

10 M€ ont été consacrés à la culture. Au titre des opérations emblématiques de 2018, on compte les travaux de rénovation de la Basilique de la Daurade (1,9 M€), les travaux de rénovation des verrières du Musée des Augustins (1,3 M€).

Les acquisitions de fonds pour le réseau des bibliothèques ont mobilisé 1,3 M€.



Plus de 8 M€ ont été consacrés aux sports, à la jeunesse.

La poursuite du plan piscine (Léo Lagrange, Bellevue, Toulouse Lautrec, Alban Minville) a mobilisé 1,3 M€.

On peut citer également les divers travaux de maintenance et rénovations des équipements sportifs, d'animation socio-culturelle ou de loisirs (3,5 M€), ainsi que le démarrage des travaux de l'accueil jeunes Renan (0,4 M€).

La Famille, les interventions sociales et de santé ont mobilisé plus de 6 M€. Ce secteur regroupe un champ d'opérations assez large. On peut citer la mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité programmé (0,9 M€), le multi-accueil Cité Nord (1,9 M€), les travaux de rénovation des équipements de petite enfance (1,1 M€) et l'Espace Senior Sénéchal (0,5 M€)

1,7 M€ ont été consacrés à la sécurité. L'essentiel de ces crédits correspondant à l'achèvement du plan de déploiement des caméras en centre ville. Ainsi, à la fin 2018, ce sont **20 nouvelles** caméras qui ont été installées, ce qui porte à 376 le nombre de caméras déployées.

17,6 M€ ont été dévolus à l'aménagement, au logement, à l'économie et à la politique de la Ville

Parmi les opérations relevant de ce secteur, on peut citer la rénovation du Marché Victor Hugo (3 M€).

1,5 M€ correspondent à des opérations en secteurs Quartiers Politique de la Ville dont la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (0,6 M€) et les participations aux bailleurs sociaux (0,4 M€).

Les dépenses d'investissement

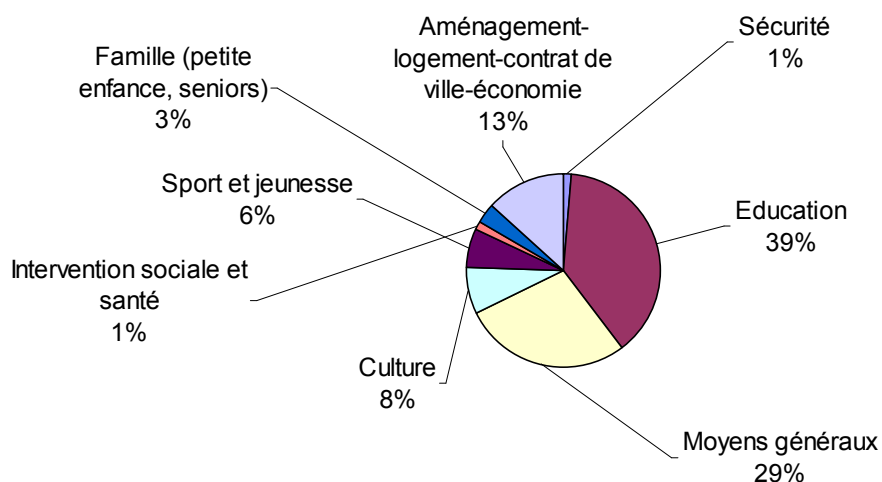
S'agissant des autres dépenses d'aménagement, en 2018, la Ville de Toulouse a réalisé des travaux de rénovation et d'embellissement des digues et vannes (1,7 M€), l'entretien et l'amélioration du parc d'éclairage public (3,2 M€), l'entretien, la création et l'embellissement des espaces verts (3,8 M€). On peut également citer la poursuite de l'opération des Castalides (1 M€) et la dépollution en cours de la zone Est de la Cartoucherie (1 M€).

Les **moyens généraux** représentent 36,9 M€. Sont regroupés sous cet item tant les dépenses liées à la rénovation et l'entretien préventif des bâtiments communaux (7 M€), le renouvellement et l'accroissement du parc automobile (0,5 M€), le schéma directeur des systèmes d'information (7,3 M€) ou encore le schéma directeur immobilier (16,7 M€ dont 14,3 M€ pour l'acquisition de locaux rue des Pénitents blancs et rue Delpech).

On peut également citer 1,1 M€ au titre des enveloppes participatives de secteurs.

<i>Dépenses d'investissement par secteurs</i>	<i>En M€</i>	<i>En € par Habitant</i>
Sécurité	1,7	3,5
Education	50,2	104,7
Moyens généraux	36,9	76,9
Culture	10,1	21,1
Sport et jeunesse	8,2	17,1
Intervention sociale et santé	1,8	3,8
Famille (petite enfance, seniors)	4,3	9,0
Aménagement-logement-contrat de ville-économie	17,6	36,7

Répartition dépenses d'investissement par domaine





La programmation pluriannuelle des investissements 2015-2020

La programmation pluriannuelle des investissements 2015 –2020

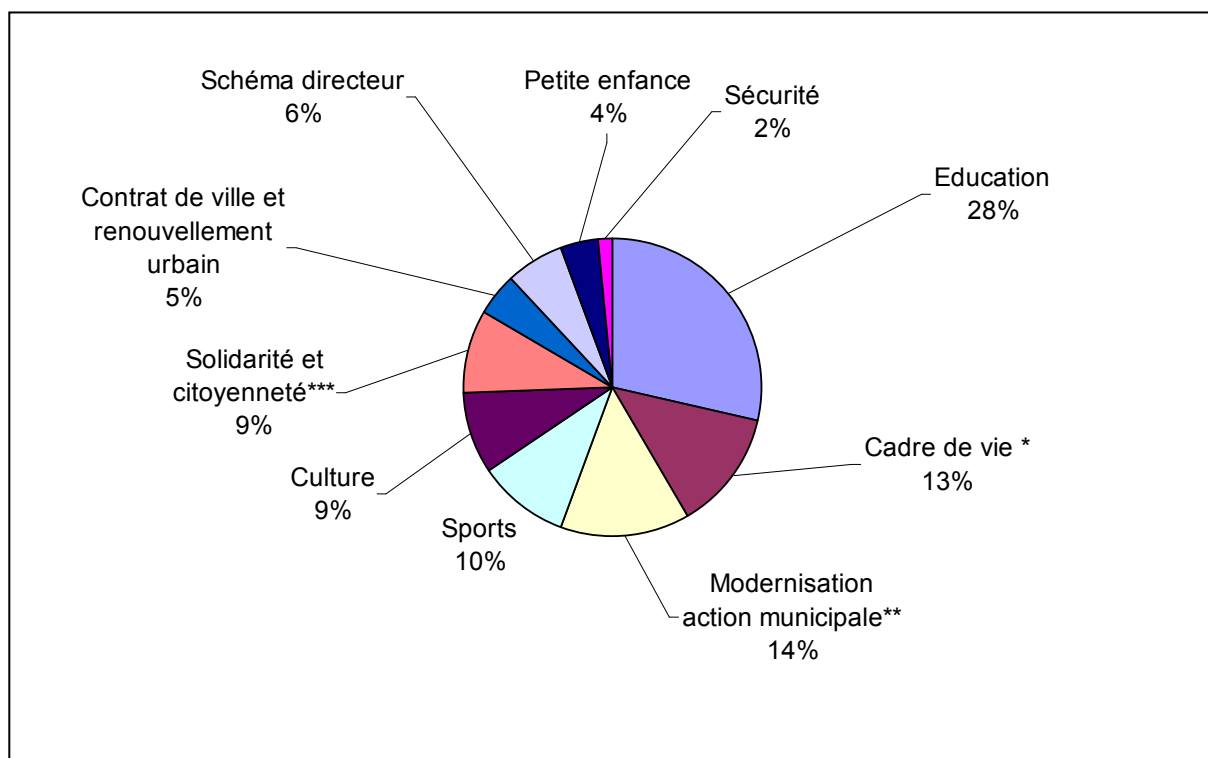
A l'issue du CA 2018, la Programmation pluriannuelle des investissements (PPI) sur le mandat ressort à 788 M€ selon la répartition par grande politique suivante :

Education	226 M€
Cadre de vie*	104 M€
Modernisation action municipale **	110 M€
Sports	78 M€
Culture	71 M€
Solidarité et citoyenneté***	69 M€
Contrat de ville et renouvellement urbain	36 M€
Schéma directeur	51 M€
Petite enfance	31 M€
Sécurité	13 M€
TOTAL	788 M€

**cadre de vie regroupe les projets relatifs à l'éclairage public, aux jardins et espaces verts, aux marchés, aux déplacements et aux opérations d'aménagement*

***modernisation de l'action municipale regroupe les projets relatifs aux fonctions supports de la collectivité tels que l'entretien et la rénovation des bâtiments, la modernisation des systèmes informatiques, l'acquisition et renouvellement des véhicules*

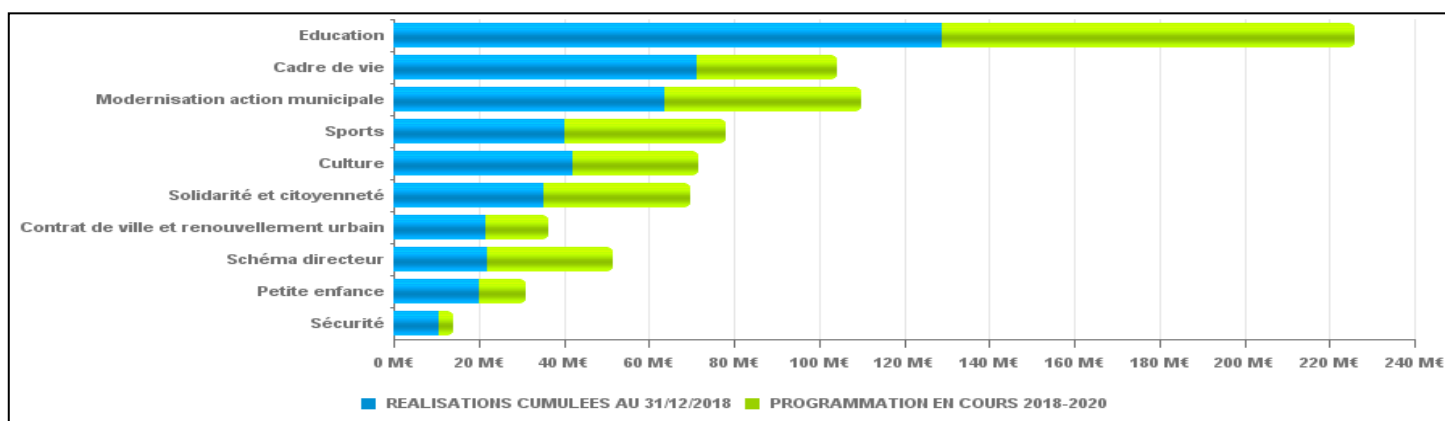
****solidarité et citoyenneté regroupe les projets relatifs à la cohésion sociale, les activités pour la jeunesse, l'animation socioculturelle, ainsi que la démocratie locale*



La programmation pluriannuelle des investissements 2015 –2020

Avec près de 30 % des dépenses d'investissement, la priorité donnée à l'éducation pèse dans la PPI. La plupart des projets sont lancés, tant en ce qui concerne les groupes scolaires à ouvrir durant le mandat que le plan de rénovation de l'ensemble du bâti. Ainsi, sur les 10 nouveaux groupes scolaires prévus, 6 ont été livrés (Guilhermy, Niboul, Simone Veil, Fleurance, Borderouge et Geneviève de Gaulle-Anthonioz) et 4 autres doivent l'être d'ici 2020. 4 grosses extensions et réhabilitations ont été achevées (maternelles Faucher et Jules Julien, Etienne Billières, Anatole France), 6 complémentaires le seront également d'ici 2020.

Comme le montre le graphique ci-dessous présentant le degré d'avancement des projets agrégés par grands secteurs d'intervention, une partie des projets a déjà été achevée, la très grande majorité des autres a démarré.





Le budget principal : le financement de l'effort d'équipement

Le financement de l'effort d'équipement et l'endettement

en M€	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Total des dépenses d'investissement hors dette	128,0	147,5	147,4	122,6	109,2	117,7	130,9
dont dépenses d'investissement hors FCTVA					103,7	112,2	130,9
dont remboursement de l'avance de FCTVA					5,5	5,5	0,0
Financement des dépenses d'investissement	85,2	101,7	139,6	160,0	113,1	113,4	126,4
Epargne nette	41,0	32,7	28,0	68,2	53,4	45,4	55,7
Subventions	13,5	10,0	19,7	20,1	18,9	11,5	9,8
Cessions et immobilisations financières	13,5	26,3	9,9	10,3	16,2	12,5	14,7
FCTVA	17,2	17,4	18,1	20,3	17,1	11,4	15,0
Autres (dont prêt FCTVA)	0,0	0,4	8,9	11,1	0,0	0,8	1,2
Emprunt nouveau	0,0	15,0	55,0	30,0	7,4	31,8	30,0
Variation du fonds de roulement	-42,8	-44,6	-6,3	37,9	3,8	-4,3	-4,5

Afin d'assurer le financement de son programme d'investissement 2018, la Ville de Toulouse a mobilisé :

- son épargne nette (à savoir le solde des recettes de fonctionnement déduction faite des dépenses de fonctionnement et du remboursement du capital de la dette) à hauteur de 55,6 M€

- des recettes propres d'investissement parmi lesquelles le versement au titre du FCTVA (15 M€) les subventions à hauteur de 9,8 M€ (dont 1,5 M€ de l'Etat, 6,1 M€ du Département, 1,4 M€ de la CAF) ainsi que les cessions (12,3 M€).

- un emprunt nouveau à hauteur de 30 M€.

Au final, le fonds de roulement diminue de 4,5 M€.

I Evolution de l'encours

L'encours de dette 2018 en progression

L'encours de dette de la Ville de Toulouse au 31 décembre 2018 atteignait 141,4 M€, en hausse de 18 % par rapport à l'exercice 2017 (+ 21,9 M€).

Il a été impacté par les mouvements suivants :

- amortissement annuel du capital à hauteur de 8,05 M€,
- mobilisation de nouveaux emprunts pour un montant de 30 M€.

Un coût moyen de la dette faible

L'environnement de taux bas a permis à la collectivité de fixer une partie de la dette sur des niveaux de taux faible

et d'en bénéficier sur la partie variable (les taux monétaires évoluant toujours en territoire négatif).

Une dette sécurisée

L'encours de dette de la collectivité est composé à 100 % de contrats classés A1, niveau le plus sûr de la charte Gissler.

Caractéristiques de la dette au	31/12/2015	31/12/2016	31/12/17	31/12/2018
Encours de la dette*	93 807 345,00	94 633 754,00	119 482 077,55	141 443 611,48
Taux moyen	2,15%	1,62%	1,43%	1,40%
Durée de vie moyenne	7 ans et 7 mois	6 ans et 10 mois	9 ans et 29 jours	8 ans et 91 jours

* hors dépôts et cautionnements

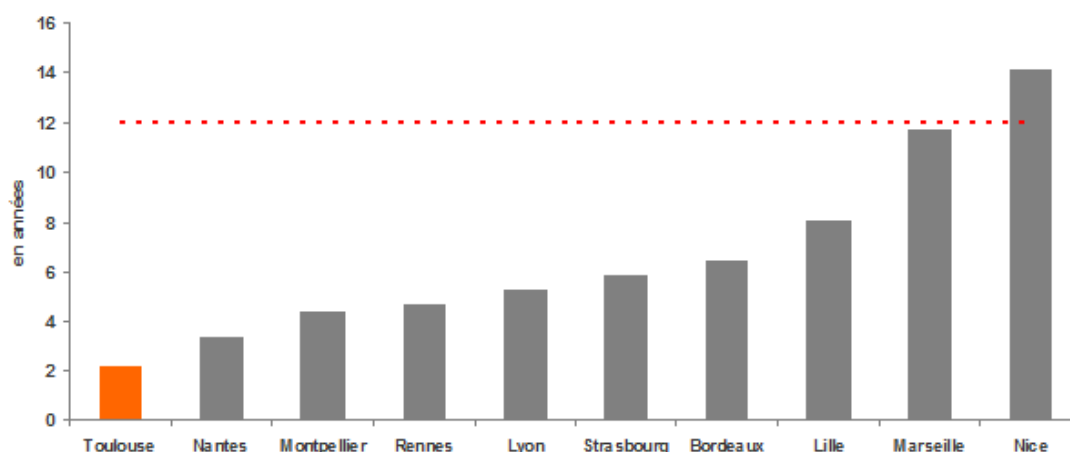
Le financement de l'effort d'équipement et l'endettement

II Capacité de désendettement

En 2018, la capacité de désendettement se redresse légèrement par rapport à 2017 grâce à une augmentation de l'épargne brute qui compense l'augmentation de l'encours.

La Ville de Toulouse affiche une capacité de désendettement de 2,22 années (contre 2,3 en 2017), soit un niveau largement en deçà du seuil d'alerte de 12 ans et du seuil d'insolvabilité de 15 ans.

Capacité de désendettement par commune en 2017



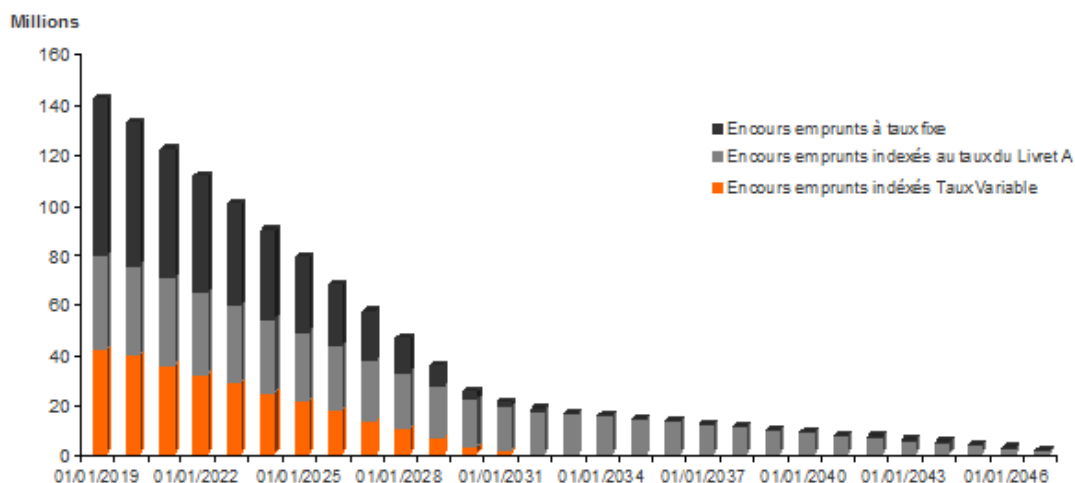
III Extinction de la dette

La mobilisation de trois contrats de prêts, à hauteur de 30 M€, indexés pour partie à taux fixe (17/30 M€) et sur l'Euribor 6M (13/30 M€) a eu pour effet d'élèver légèrement la proportion de l'encours à taux fixe.

La structure de la dette en 2018 est équilibrée puisque la répartition de l'encours est 44 % à taux fixe et 56 % à taux variable.

Outre la mobilisation à taux fixe, une politique active de cristallisation à taux fixe a été conduite en 2018 (sur deux emprunts) et se poursuivra en fonction des opportunités de marchés.

Extinction de l'encours de dette



Les annexes

Balance du budget principal

Ville de Toulouse - Budget principal VT - CA - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	126 437 001,11		126 437 001,11
012	Charges de personnel, frais assimilés	319 780 849,42		319 780 849,42
014	Atténuations de produits	3 860 586,00		3 860 586,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	76 520 521,04		76 520 521,04
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	360 085,14		360 085,14
66	Charges financières	1 712 751,50	0,00	1 712 751,50
67	Charges exceptionnelles	2 464 243,43	12 432 793,45	14 897 036,88
68	Dot. aux amortissements et provisions	3 013 360,48	24 454 658,60	27 468 019,08
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	534 149 398,12	36 887 452,05	571 036 850,17
	Pour information			0,00
	D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	568 761,97	1 797,00	570 558,97
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	8 049 533,23	0,00	8 049 533,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		689 903,31	689 903,31
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	5 731 068,66	0,00	5 731 068,66
204	Subventions d'équipement versées	2 377 835,59	577 928,44	2 955 764,03
21	Immobilisations corporelles (6)	73 494 932,44	4 326 264,39	77 821 196,83
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	46 667 503,86	45 925,53	46 713 429,39
26	Participations et créances rattachées	507 900,00	0,00	507 900,00
27	Autres immobilisations financières	1 489 924,03	0,00	1 489 924,03
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	138 887 459,78	5 641 818,67	144 529 278,45
	Pour information			18 068 356,97
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A3).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Balance du budget principal

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	211 891,88		211 891,88
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	50 842 246,97		50 842 246,97
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		2 327 662,90	2 327 662,90
73	Impôts et taxes	415 261 531,49		415 261 531,49
74	Dotations et participations	118 616 043,18		118 616 043,18
75	Autres produits de gestion courante	6 013 457,77	0,00	6 013 457,77
76	Produits financiers	1 224 573,84	0,00	1 224 573,84
77	Produits exceptionnels	14 659 057,17	691 700,31	15 350 757,48
78	Reprise sur amortissements et provisions	3 264 236,75	0,00	3 264 236,75
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		610 093 039,05	3 019 363,21	613 112 402,26
Pour information				51 932 349,96
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	15 065 120,77	0,00	15 065 120,77
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	26 156 176,92		26 156 176,92
13	Subventions d'investissement	9 763 233,46	0,00	9 763 233,46
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	30 121 329,05	0,00	30 121 329,05
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		8 922 245,09	8 922 245,09
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	1 998 601,49	1 998 601,49
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	208 531,01	4 047 833,89	4 256 364,90
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	951 276,59	45 925,53	997 202,12
26	Participations et créances rattachées	0,00	40 642,91	40 642,91
27	Autres immobilisations financières	2 385 339,46	0,00	2 385 339,46
28	Amortissement des immobilisations		24 454 658,60	24 454 658,60
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		84 651 007,26	39 509 907,51	124 160 914,77
Pour information				304 345,77
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Direction des finances

Direction générale des finances et de
l'administration générale

